

## UNE ANNÉE APRÈS LA REVALORISATION DE LEURS SALAIRES

# Les travailleurs des finances veulent relancer leur secteur

**Les travailleurs du secteur des finances sont plus que jamais décidés à redynamiser leurs activités, tant en amont qu'en aval. C'est le message-clé qui ressort de la rencontre qui a eu lieu hier au siège du ministère des Finances à Ben Aknoun (Alger) qui a porté sur les assises des cadres syndicaux du secteur. L'engagement a eu lieu en présence du premier argentier du pays et du secrétaire général de l'UGTA.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Fort de quarante mille fonctionnaires, le Syndicat national des travailleurs des finances, à travers leur fédération affiliée à l'UGTA, veut jouer pleinement son rôle dans la redéfinition de la future politique financière du pays.

Hier, ils étaient nombreux à prendre part à la rencontre qui intervenait, faut-il le rappeler, une année après la décision d'augmentation salariale qui a touché l'ensemble des travailleurs du secteur.

Lors de la rencontre d'hier mardi, dont les travaux se sont poursuivis à huis clos, les représentants des travailleurs du secteur ont réitéré leur engagement «pour faire du secteur des finances une force incontournable dans le paysage économique et sociale du pays».

Une idée soutenue par le secrétaire général de ladite fédération et appuyée par les participants à cette rencontre. Pour Ahmed Zouaoui, «le travail accompli par la Fédération des finances a été réalisé suite aux orientations de la direction nationale de l'UGTA et à sa tête, son premier responsable, Abdelmadjid Sidi-Saïd».

En guise d'exemple des résultats réalisés, il cite le secteur des impôts qui constitue, selon lui, «l'essentiel des effectifs des fonctionnaires des impôts». D'ailleurs, il dira que «les 25 000 travailleurs de cet important secteur de la vie économique nationale ont vu leur salaire augmenter après révision de leur statut particulier entre 30% et 50%».

Les avancées réalisées en faveur des fonctionnaires du



Les travailleurs des finances engagés dans la vie économique et sociale du pays.

secteur des finances ont été saluées par le secrétaire général de la Centrale syndicale. Abdelmadjid Sidi-Saïd, qui a tenu à marquer de sa présence cette importante rencontre organique, a indiqué que «l'UGTA est fortement ancrée dans le secteur de la Fonction publique». Il a saisi cette opportunité pour dresser un état des lieux des démarches engagées dans le secteur de la Fonction publique d'une manière générale. «Nous avons entamé un long

processus de révision du statut de la Fonction publique, qui a abouti aujourd'hui aux résultats que vous connaissez tous. Le processus a été entamé en 1990, comme nous sommes à l'origine du retrait par l'Assemblée nationale du fameux projet de loi portant statut de la Fonction publique. Nous n'avons engagé ni la force ni déclaration de guerre. Nous avons seulement proposé un nouveau projet, modifiant le précédent à 90% avec de forts

arguments. Grâce au dialogue, à la concertation mutuelle et à la confiance, nos doléances et démarches ont abouti», avait tenu à expliquer Sidi-Saïd dans son entourage immédiat.

Il est à rappeler que «sur les 51 statuts particuliers de la Fonction publique, 45 ont été finalisés. Il ne reste que l'étude des différents régimes indemnitaires, dont la finalisation aura des conséquences positives sur les travailleurs des différents secteurs».

Ces résultats réalisés sont, selon Sidi-Saïd, le fruit du dialogue social et de la concertation mutuelle et de la confiance entre les différents partenaires. Pour lui, «c'est le triptyque dialogue, concertation et confiance qui a prévalu et qui est à l'origine de ces résultats».

Et d'ajouter : «Ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les étrangers. Nos camarades et partenaires syndicalistes à travers le monde le disent et le reconnaissent. La confrontation ou l'agression ne sont pas toujours les moyens de la lutte syndicale.»

A. B.

### RETARD DANS LES CHANTIERS DE RÉALISATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

## Benbouzid met en avant le manque d'entreprises de construction

Le ministre de l'Éducation nationale soulève le problème du manque d'entreprises de construction. Selon lui, plusieurs chantiers de réalisation d'établissements scolaires peinent à démarrer.

Reconnaissant la surcharge des classes dans les lycées, Boubekour Benbouzid a indiqué que sur les 600 lycées inscrits dans le cadre du quinquennal 2010-2014, seule une centaine a été réceptionnée pour cette rentrée scolaire. «Les chantiers de réalisation de 500 lycées et de 50 CEM peinent à démarrer, pourtant l'argent ne manque pas», a-t-il dit hier en marge de la première journée régionale centre sur le développement de la santé en milieu éducatif, tenue à Alger. Il assure que s'il n'y avait pas ce problème, le nombre d'élèves dans les classes n'aurait pas dépassé 20. Le même problème concerne les chantiers des cliniques et des hôpitaux, a fait remarquer le ministre de la Santé. Selon Djamel Ould Abbès, de nombreux projets d'établissements de santé, inscrits depuis 2005, notamment dans les Hauts-Plateaux et les régions de l'intérieur du pays, n'ont pas encore vu le jour, et ce, faute d'entreprises de construction.

S'agissant de la santé scolaire, Benbouzid estime que l'enveloppe de 265 millions de dinars accordée à ce volet demeure «insuffisante» par rapport au budget du secteur de l'éducation qui est de 1 000 milliards de dinars. Ce qui explique, selon lui, le déficit en psychologues dans les établissements scolaires constaté dans certaines wilayas. Toujours est-il, le ministre de l'Éducation souligne le progrès enregistré dans le domaine de la santé scolaire par rapport aux années précédentes. Il cite ainsi l'exemple de la santé buccodentaire qui «a beaucoup évolué dans les établissements», a-t-il dit. Pour sa part, Djamel Ould Abbès a affirmé qu'en termes de prévention et de protection de la santé scolaire, plus de 82% de la population scolarisée a bénéficié d'une couverture sanitaire. Et d'ajouter : «Plus de 95% des élèves de la première année primaire ont bénéficié d'un rattrapage de vaccination.»

Au nombre de 1 782, les unités de dépistage scolaire (UDS) comprennent 2 260 médecins, 2 023 chirurgiens-dentistes, 1 365 psychologues et 2 510 paramédicaux, a rappelé le ministre de la Santé. La première journée régionale centre sur le développement de la santé en milieu éducatif sera, par ailleurs, suivie par d'autres journées régionales et une conférence nationale.

R. N.

### FILIÈRE LAIT

## Le grand cafouillage !

**A entendre les producteurs de lait privés, le département de Rachid Benaïssa a mis en place une stratégie de performance de la filière lait pour ne point l'appliquer. La facture de l'importation de la poudre de lait subventionnée par l'Etat ne fait qu'augmenter alors que la production de lait cru reste insignifiante, pourtant, plus de 20 mois se sont écoulés sur la mise en place de la nouvelle stratégie.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Pour la majorité des opérateurs de lait en sachet, le nouveau cahier des charges régissant le mode d'approvisionnement de la poudre de lait par l'ONIL instauré en janvier 2011 ainsi que la nouvelle approche annoncée en grande pompe par le ministère l'Agriculture n'ont finalement été qu'un leurre.

«Le principe était au départ d'obliger les laiteries, qu'elles soient publiques ou privées, d'intégrer le lait cru dans la production et réduire à travers le temps le recours à l'importation de la poudre subventionnée. Mais, finalement, ce fameux cahier des charges n'était qu'un costume taillé sur mesure pour certains. Cela a favorisé la disparition et la fermeture de certaines laiteries et la création d'autres ainsi qu'une nouvelle répartition de la poudre qui est loin d'être équitable ou selon le besoin de chaque région du pays en la matière», explique un groupe d'opérateurs.

Selon ces derniers, non seulement beaucoup de laiteries reçoivent des quantités de poudre



Photo : NewPress

outrepassant les capacités de leurs productions ainsi que la demande locale mais souvent, elles n'écoulent que la moitié du quota et le reste le revendent deux fois plus cher sur le marché parallèle. Ce qui rapporte gros, vu que la poudre de lait est subventionnée par l'Etat.

Sept nouvelles laiteries privées viennent d'ailleurs de voir le jour et reçoivent actuellement de la poudre subventionnée. «Pourquoi n'utilisent-elles pas carrément le lait cru, vu que c'était le principe de base au départ et que les laiteries qui en reçoivent déjà assurent plus au moins l'approvisionnement du marché. Cela conduira à importer davantage de poudre et ne nous avancera en rien», ajoutent-ils. Ce n'est pas tout, puisque le comité interprofessionnel du lait créé par le ministère de l'Agriculture pour réfléchir sur les moyens d'améliorer le fonctionnement de la filière et

sortir de la dépendance de l'importation et la politique de subvention, n'a qu'un rôle de figurant, selon nos sources.

«Nous tenons des réunions avec le ministre de l'Agriculture, nous lui adressons également des projets d'études et des rapports détaillés ainsi que moult propositions mais sans jamais il ne les prend en considération. Il nous écoute puis il laisse le dernier mot à une commission ad hoc, laquelle d'ailleurs n'est pas connue. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous nous rendons compte que tout n'était que du décor et que nous avons tous été menés en bateau», clament les producteurs.

Enfin, ils affirment que le temps passe et la filière n'avance pas et que si les choses persistent à ce rythme, les jours à venir peuvent être très difficiles à gérer.

M. M.